ANNÉE XL^me — N° 1054 — GENÈVE. — 24 Août 1940.

Le Réveil anarchiste

Les hommes, égaux devant la loi, sont destinés à le devenir encore et progressivement, dans leurs conditions et leurs fortunes ; pour cela il faut, en premier lieu, donner à tous, avec une éducation équivalente, des moyens suffisants de travail, puis faire une balance exacte des services et des produits. Tel est le droit absolu des producteurs et des consommateurs ; mais ce qui s'oppose à cette réforme égalitaire, ce qui depuis des milliers d'années rompt systématiquement l'équilibre et tient la société dans la servitude et la misère, c'est l'esprit théocratique et féodal, c'est l'Eglise.

F.-J. Proudhon.

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, Rue des Savoises, GENÈVE

Paraît tous les quinze jours
Le numéro : 15 centimes

Compte chèques postaux : I. 4662
— LE REVEIL —

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

POUR LA LIBERTE.

Au moment où nous écrivons, nous ne savons encore si ce numéro de notre journal pourra paraître. Nous ne dirons certes pas que cela nous laisse indifférents, car plus que jamais nous éprouvons le besoin de rester en rapport avec de vieux et de nouveaux camarades, et rien ne le permet mieux qu'une publication régulière. Toutefois, nous n'acceptons en aucun cas d'être exclus de la communauté des pensants et des vivants. Nous savons fort bien que le nouvel ordre de christianisme, corporatisme et paix sociale vise à nous enfermer dans une espèce de léproserie, dont il n'y a déjà que trop d'exemples dans le monde et que d'aucuns en Suisse ont grande hâte de vouloir imiter. C'est le triomphe de la pire bestialité qui est ainsi préparé, au nom des valeurs spirituelles, des hiérarchies qu'elles exigent et du pouvoir absolu qui doit en résulter pour les nouveaux maîtres du monde.

Tuer tout ce qui est indépendant, libre, personnel, volontaire, voilà le but poursuivi et que l'Eglise catholique a atteint le mieux au cours des siècles, non sans faire preuve d'une grande souplesse... démocratique à l'occasion, pour revenir aussitôt que possible à son absolutisme spirituel et temporel. Hitler a paru s'éloigner du catholicisme, mais il est remarquable qu'il n'a pas rompu malgré tout avec le Vatican et déjà, si nous en jugeons par la presse cléricale qui lui témoigne toutes ses sympathies, il faut s'attendre à un Concordat renforcé.

Un farceur qui sévit dans un quotidien genevois a bien voulu affirmer que la liberté de conscience ne saurait être atteinte. Evidemment, tout ce qui ne s'extériorise, ne se manifeste, ne se traduit pas en actes est intangible, mais il est aussi inexistant. Etre libre d'avoir une pensée, de se former une opinion, de porter un jugement, ne peut signifier qu'être libre de les exposer, de les défendre, de les propager. Or, c'est précisément ce qu'un nouvel arrêté du Conseil fédéral entend nous interdire, aux applaudissements de tous les politiciens romands, qui se plaisent à rappeler d'avoir précédé le Directoire suisse en fait de mesures liberticides.

Bolchevistes et bolchevisants, qui se plaisent tout particulièrement à railler l'idée de liberté, pourraient faire quelques amères et salutaires réflexions, mais ils en sont incapables au même titre que tous les fanatiques, les totalitaires, les acéphales, leur tête étant pour ainsi dire morte, du moment qu'elle n'a plus une activité propre et ne sert qu'à la réceptivité des ordres du grand chef, maître et sauveur.

Les plus ardents défenseurs de la liberté en furent toujours les plus cruellement privés, et il en sera ainsi aussi longtemps que la liberté aura besoin d'être défendue et n'aura pas été reconnue par les hommes comme une nécessité commune. En attendant, comme tous nos prédécesseurs dans la grande lutte pour l'affranchissement humain, nous aurons à employer toutes nos ressources pour l'exercer quand même. Nous n'entendons braver personne, et revendiquer non un espace vital pour le plus grand dommage d'autrui, mais un besoin vital pour l'épanouissement de tous.

Libertaires, nous voulons rester dignes de notre nom, défendre les positions acquises et en rechercher aussi de nouvelles pour notre émancipation, même à une heure sombre de l'histoire comme celle que nous traversons. Etre c'est avant tout agir, et nous avons tant que nous sommes à expliquer au jour le jour une foule de petites activités qui rendront tôt ou tard possible la grande action. Nous ne nous résignons point, ayant conçu la vie comme un incessant combat, précisément pour la rendre plus noble, belle et féconde. D'autres ont besoin d'écraser leur prochain pour croire de s'élever ; nous, c'est dans une élévation et une libération de tous que nous voyons la joie la plus grande de l'existence humaine.

REPONSE NECESSAIRE

Nous relevons d'une lettre d'un fonctionnaire syndical cette phrase qui mérite réponse :

« Je constate que votre action est des plus négative, elle se limite à la critique de tout ce qui se fait ailleurs que chez vous. Si cette critique était honnête, elle servirait à quelque chose, mais ce n'est pas le cas. Vous qui cherchez la justice, vous êtes terriblement injustes. Que faites-vous de constructif ? Vous démolissez autant que vous le pouvez les syndicats, contre lesquels vous dirigez la haine des travailleurs. Par ce moyen, vous vous mettez dans les petits papiers de ceux que vous supposez être les dirigeants de demain. »

Cela résume assez bien tout l'ensemble des critiques qui nous sont faites. Relevons-les successivement.

Votre action est des plus négative. Voilà le reproche habituel des gens en place à ceux qui les critiquent. La presse bourgeoise en a usé et surtout abusé, contre ceux qui critiquaient son régime, avec une apparence de raison, parce que même tout ce qui se rapporte à la législation dite sociale ou ouvrière, est dû à des majorités parlementaires bourgeoises. Le peu de valeur d'un tel argument apparaît ainsi évident.

Mais serrons la chose de plus près. Notre correspondant, en tant que fonctionnaire syndical, que fait-il de plus constructif que n'importe quel ouvrier ? Il remplit la fonction d'un employé et rien de plus ; il lui arrive, de moins en moins d'ailleurs, de traiter de revendications syndicales comme d'autres traitent d'affaires commerciales, industrielles ou agricoles. Il ne construit rien en fait, mais il s'occupe d'une vulgaire administration comme le font beaucoup de comptables. Sa besogne est d'adaptation et nullement de construction. Les simples syndiqués sont à n'en pas douter beaucoup plus constructeurs que lui.

Notre critique serait injuste. Nous avons sous les yeux les numéros de quarante années de notre journal, où la critique a certes une large part, car il est impossible de formuler n'importe quelle revendication sans la justifier précisément par un mal existant à faire disparaître. Mais, grâce à notre journal, nous pouvons précisément administrer la preuve que notre critique était fondée. Il n'y a qu'à la relire pour constater que les dangers, les erreurs, les trahisons dénoncés par nous ne se sont malheureusement que trop vérifiés. Un proverbe italien dit que le temps est galant homme, dans ce sens qu'il finit par donner raison à ceux qui l'avaient réellement, la suite des événements venant démontrer incontestablement de quel côté elle se trouvait.

Nous serions terriblement injustes ! Envers qui ou envers quoi ? Non pas envers les hommes qui ont conduit le monde du travail à sa pire déchéance en presque toute l'Europe, ni envers les institutions qui se sont révélées trompeuses, ainsi que nous l'avions affirmé, et sont tombées dans le discrédit et le marasme final, pour faire place malheureusement à des institutions pires.

Que faisons-nous de contructif ? Il nous serait très facile de rétorquer la question et de rappeler, d'ailleurs, l'effondrement total des constructions les plus vantées. Citons un seul exemple : le socialisme et le syndicalisme allemands. Disons simplement qu'une construction digne de ce nom présuppose une révolution, que nos censeurs ont combattue par dessus tout, alors que les circonstances s'y prêtaient. En Espagne même, ils se sont empressés d'étrangler la révolution pour ne laisser subsister qu'une vulgaire guerre d'indépendance nationale.

Nous ferions haïr les syndicats. Laissez-nous pleurer plutôt que rire. Les fonctionnaires syndicaux ne s'en chargent que trop par leurs procédés dont nous avons eu l'occasion de parler sans démenti possible.

Dans la queue le venin ! Nous chercherions à nous rendre agréables aux dirigeants de demain ! Pour quelle place, pour quelle situation ? Nous n'en demandons aucune, pas plus aux dirigeants d'aujourd'hui qu'à ceux de demain, alors que M.M. les fonctionnaires socialistes et syndicaux ne cessent de réclamer des fauteuils depuis ceux de conseillers fédéraux à ceux des moindres de nos autorités. C'est parler par trop grossièrement de corde chez le pendu ! A quoi rimeraient toutes les approches des dirigeants socialistes et syndicaux avec les partis politiques bourgeois et les associations corporatistes, dont on trouve parfois l'écho dans la presse, sinon à s'assurer, un changement fasciste survenant, les places actuelles adaptées au régime nouveau ?

Répétons-le, le temps est galant homme. Les faits se chargeront probablement sous peu de démontrer clairement la sincérité des uns ou des autres. En attendant d'être vendus, nous voyons nos censeurs déjà disposés à se vendre. Leurs démarches ne le prouvent que trop.

NOTES EN MARGE

CONCESSIONS OUVRIERES

Il nous arrive de lire dans les organes syndicaux des phrases de ce goût :

« A examiner les faits objectivement, nous devons admettre que, pour arriver à cette fusion des extrêmes **capital** et **travail**, chacune des parties devra faire des concessions. Il est facile de comprendre que, si nous ne voulons pas étudier le point de vue d'autrui, il n'est guère possible de lui imposer notre conception. »

Pour faire des concessions, il faut de toute évidence avoir quelque chose de trop à l'égard d'autrui. Or, nous nous demandons ce que le travail peut bien avoir de trop relativement au capital. Il doit falloir un rare effort d'imagination pour le découvrir.

Il n'est pas facile de comprendre non plus que l'imposition de la conception ouvrière dépendra surtout non pas de son développement, mais de l'étude de celle patronale. Il ne s'agit plus de s'opposer au patronat, mais d'étudier son point de vue.

Vraiment, on sent venir les temps de la corporation fasciste, appelée pudiquement pour le moment communauté professionnelle.

EMPREINTES DIGITALES

C'est Elisée Reclus, sauf erreur, qui a prévu au moment où Bertillon inaugura l'anthropométrie que tout le monde finirait par y passer. C'est chose faite et pour comble en Suisse, dans ce beau canton de Vaud, où tous les citoyens suisses, hommes et femmes, doivent désormais être munis d'une carte d'identité avec empreintes digitales.

Le plus étonnant dans l'affaire, c'est qu'une mesure aussi vexatoire n'a pas rencontré la moindre résistance dans la poulation. Tout le monde s'y est soumis, du manœuvre au général, qui est Vaudois, domicilié dans son canton.

Espérons que cela aussi ne fait pas partie de la Révolution que d'aucuns voient partout, bien décidés eux à ne pas l'entreprendre.

UN SIGNE DES TEMPS

Sous ce titre, un organe protestant publie :

« M. Henry Bordeaux écrivait récemment dans un quotidien parisien : « Nous sommes le seul pays où le nom de Dieu ne soit pas officiellement prononcé.» Peu après, devant la Chambre réunie en comité secret, on pouvait entendre M. Daladier déclarer au milieu de l'émotion générale que sa tâche était au-dessus de ses forces et qu'il espérait de Dieu l'énergie nécessaire pour s'en acquitter.

« Or, si l'on songe que M. Daladier appartient au parti radical-socialiste, qui fut le plus féru de laïcisme, on ne peut que saluer avec confiance un pareil signe des temps. »

Le fait que la France ne mobilisait pas le bon Dieu était tout à son honneur. Les religions étant innombrables, le laïcisme s'impose, chacun demeurant libre d'invoquer, prier et servir la divinité de son imagination. Imposer telle ou telle divinité, c'est violer la liberté de conscience et de croyance ou d'incroyance. Il est quelque peu étrange de voir une feuille protestante souhaiter, que le catholicisme soit décrété religion d'Etat comme en Espagne et en Italie. Disons enfin qu'après avoir invoqué l'aide divine, la France fut perdue plus qu'elle ne l'avait jamais été au cours de son histoire. Tout espoir évanoui, Dieu reeprésente bien le suprême désespoir.

REVOLUTIONNARISME

D'aucuns persistent à nous dire que les victoires germano-russes nous acheminent vers la révolution ; en attendant voici ce que la presse publie au sujet des futurs révolutionnaires :

« GENEVE, 10 août. — Par un nouveau mémoire, l'Union de presse socialiste de Vaud et Genève demande au Conseil fédéral d'autoriser désormais la publication des journaux « Le Droit du Peuple » et « Le Travail ».

En conclusion de son mémoire, l'Union de presse dit notamment :

« Nous acceptons les conditions de parution qui nous seront imposées. Nous nous en tiendrons scrupuleusement dans la publication de nouvelles ou d'articles sur la Russie à ce qui nous sera transmis par l'Agence télégraphique suisse ou qui aura été émis par le poste radiophonique de Sottens.

» Nous sommes prêts à accepter la censure préalable.

» Nous offrons de soumettre aux organes qu'on nous désignera nos livres et notre comptabilité. »

On est quelque peu confondu par un tel révolutionnarisme.

RESERVE NECESSAIRE

Nous trouvons citée cette pensée de Carl Spitteler, à propos des jugements à émettre en période de guerre :

« Il va sans dire que des événements aussi émouvants que ceux que nous vivons devraient être traités avec un grand sérieux, simplement, sans violence et sans passion. N'est-ce pas un spectacle grotesque que celui d'une feuille de chou qui, sûre de son inviolabilité, vitupère en style de cabaret une grande [illegible] européenne, comme s'il s'agissait d'une paisible élection municipale ? La censure accourt alors avec une hallebarde, elle accomplit un acte de décence. »

Nous approuvons le courage moral de Spitteler au cours de l'autre guerre, mais les lignes ci-dessus paraissent presque une excuse de l'avoir montré.

Demander de traiter sans violence la pire des violences, la guerre ; bien plus, sans passion, alors que nul autre fait n'est en somme plus passionnant, si ce n'est la révolution, qui est d'ailleurs aussi une guerre, — cela nous paraît quelque peu excessif, même si l'on peut juger plus opportun et plus efficace de le traiter autrement.

Nous sommes d'accord d'éviter le plus possible les violences de langage, mais nous nous demandons pourquoi il serait licite de vitupérer de simples électeurs municipaux, qui ne peuvent d'ailleurs avoir commis de bien grands maux, et non pas une grande puissance européenne responsable d'une monstrueuse destruction et hécatombe ? Quant au style de cabaret, il ne diffère guère de celui diplomatique ou de salon que par l'absence d'hypocrisie.

La seule véritable indécence est la servilité éperdue pour les vainqueurs, mais contre elle la censure se gardera bien de sévir, et nous ne le réclamons guère. Ajoutons que nous ne comprenons pas pourquoi le plus humble des humbles n'aurait pas le droit de protester, ne fût-ce que pour ses pareils qui sont toujours les majeures victimes de toute guerre.

Les morts ne vous pardonnent pas

IX

LE GOUVERNEMENT DE LA VICTOIRE

Le 4 septembre 1936, Largo Caballero constitua le ministère. Il fut surnommé pompeusement par les communistes, qui commençaient à entrer en jeu, le « Gouvernement de la Victoire ». Cette date marque la fin de la révolution, parce que ce gouvernement, essentiellement marxiste, s'était formé avec l'objet précis, prémédité et immédiat d'en finir avec le pouvoir de la rue.

A partir de ce moment, une période va débuter où les termes, « guerre » et « révolution », changeront réciproquement de position et prendront un sens diamétralement opposé à celui que je préconisais dans ma conversation avec Gabriel Alomar. Tandis qu'au début la Révolution était l'unique but pour lequel on faisait la guerre, plus tard, la « guerre » deviendra « sa propre fin » et la Révolution en arrivera à dépendre d'elle. Ceci en théorie, car la révolution était déjà morte, lorsque ce gouvernement prit le pouvoir. Il ne resta bientôt plus d'autres perspectives au peuple espagnol, que de se battre dans les tranchées, sans connaître pourquoi il se battait et sans savoir, d'une façon même approximative, quel serait son destin, s'il était vainqueur. On lui disait — pouvait-on lui dire autre chose ? — « qu'après avoir gagné la guerre on ferait la révolution » ; mais celui qui observait d'un regard aigu le développement de la politique de l'Etat, celui-là savait parfaitement, qu'après avoir gagné la guerre — à condition encore de la gagner — ce qui l'attendait n'était point la révolution mais la dictature. C'est-à-dire la solution russe, avec l'assassinat des anarchistes pour corollaire et pour que la ressemblance soit parfaite avec la révolution moscoutaire.

Le plus extraordinaire, avec la perspective du temps et le recul des événements, c'est de constater comment les politiciens parviennent à trahir, éternellement, le peuple et comment celui-ci se laisse séduire et entraîner par des procédés aussi grossiers et aussi anciens, qu'on ne sait par quel miracle le mécanisme ne s'est pas brisé, le piège ne s'est pas trouvé découvert à force de servir. En réalité, le champ d'opérations pour les politiciens est aussi vaste que favorable. Leur jeu est basé, comme celui des tireuses de cartes, sur une sorte d'ivresse volontaire, de superstition populaire enracinée, dont les peuples souffrent, mais dont ils ne peuvent s'arracher. C'est une espèce d'hallucination collective, basée sur la magie la plus empirique. On leur dit : « Vous n'allez pas vous salir à tirer les cartes, c'est un travail malpropre ». C'est bon pour cette femme aux cheveux embroussaillés et aux mains sales, encore qu'elle n'a aucun pouvoir magique car, si elle le possédait, elle commencerait par se servir, s'enrichir et se laver les mains ». Le superstitieux en a l'intuition, il comprend que la tireuse de cartes est une farceuse qui cherche à gagner sa vie ; mais... il est si agréable de se laisser tromper ! Le peuple se laisse conduire par les politiciens comme le superstitieux par la tireuse de cartes. On lui dit : « Tu n'es pas imbécile. Ne vois-tu pas que c'est le même jeu qu'ils t'ont déjà trompé jadis ? Rappelle-toi ce monsieur qui parlait du balcon et te dit : « Citoyens, l'heure de la justice est arrivée pour le peuple. Votez pour moi et je vous la donnerai ». Et cet autre qui renchérit en offrant la journée de six heures et la poule au pot dans chaque foyer. T'en souviens-tu ? Eh bien, ce sont les mêmes, qui t'ont déjà fait des promesses qu'ils n'ont pas tenues, qui se présentent, aujourd'hui, devant toi. Ecoute-les : « Seul un gouvernement fort peut gagner la guerre et faire la révolution. Si vous me faites confiance, comme j'en ai le ferme espoir, j'assumerai la direction du gouvernement et je vous donnerai la victoire ». Entends-les ? Ils demandent le pouvoir et t'offrent la poule, comme les autres. Et pourtant, tu sais, peuple perpétuellement mystifié, « que la justice n'a jamais régné et que la poule continue à voler ». Pourquoi te laisses-tu tromper à nouveau ? Ne comprends-tu pas que c'est d'un imbécile que de buter deux fois sur la même pierre ? » Mais à quoi bon ! le peuple sent, comprend, sait l'inanité éternelle des promesses politiciennes, mais aussitôt que réapparaît un nouveau farceur au balcon ou qu'il entend un hymne, il abandonne le critique la bouche ouverte : il est si doux de se laisser tromper.

Le programme du Gouvernement de la victoire était fixé dans cette phrase, répétée comme un slogan : « Premièrement, gagner la guerre ; ensuite, faire la révolution ».

Au début, face à cette consigne, les anarchistes opposèrent leur esprit critique, condensé dans cette autre phrase : « La guerre et la révolution doivent se faire et se gagner en même temps ».

Cette politique produisit deux mois de tiraillements entre les diverses fractions qui participaient à la lutte. Les anarchistes avaient, à ce moment, enfin ! la lucidité que commandait la situation. Mais il commençait à être un peu tard. L'Etat, réduit et faible aux mains des républicains qui, inutilement, avaient tenté de le redresser, allait vers son apogée avec le concours des anarchistes.

En vérité, comme je l'ai dit, l'unique mission du gouvernement Caballero était de recueillir le pouvoir possédé par la rue et de le remettre aux mains d'un puissant Etat marxiste. Ceci obtenu, qui était la condition primordiale imposée par Staline, l'aide russe viendrait et, avec elle, l'opprobre d'une véritable intervention dans la politique et la vie intérieures de l'Espagne. L'affaire fut froidement débattue à Moscou, comme on résoud un problème d'arithmétique élémentaire.

Staline dit :

— Je ne peux donner un seul fusil à l'Espagne, tant quil n'y aura pas un gouvernement qui m'assure que les anarchistes ont cessé de dominer la situation. Lorsque ce gouvernement existera, il y aura des armes.

Ce gouvernement, les républicains ne pouvaient l'organiser, ils étaient sans prestige et sans force numérique, de plus, totalement débordés par les aspirations populaires. Les uniques individus capables de relever cette forteresse, que le peuple avait abattue, étaient les propres chefs populaires de ce peuple ; d'une part, les socialistes ; d'autre part, les communistes, mais surtout les dirigeants de la Confédération Générale du Travail. Lorsque ces derniers reçurent l'invitation de participer au pouvoir, ils rejetèrent l'offre. Eux, les anarchistes, ils ne pouvaient accepter ce paradoxe de soutenir ce Pouvoir qu'ils n'avaient cessé de condamner et de combattre, par principe. C'était logique.

La manœuvre de Moscou se trouva mise en échec par ce refus, qu'il fallait se hâter de surmonter. L'intention des communistes était d'amener les anarchistes à prendre les responsabilités du pouvoir pour mettre, d'un seul coup, tout le peuple sous la tutelle de l'Etat. N'ayant pu réaliser leur projet, ils formèrent un gouvernement avec les autres fractions et laissèrent les anarchistes dans la rue.

Le geste des anarchistes refusant le pouvoir fut magnifique, mais il manqua de suite. Si au lieu de se croiser les bras, comme ils le firent, les anarchistes avaient entrepris une vaste campagne d'agitation dans la rue et menacé Largo Caballero de leurs énormes masses, totalement maîtresses de la Catalogne, du Levant et de l'Aragon, soit de la presque totalité de la zone républicaine, ce gouvernement d'autorité n'aurait pu se constituer ou, s'il l'avait fait, il eût mené la même vie alanguie et impuissante que celui des républicains. Malheureusement, les anarchistes ne surent pas tirer parti de cette situation, ils se laissèrent tromper, une fois de plus, par le fantôme de la guerre, ce qui permit à leurs adversaires de réédifier le Moloch, de le nourrir par de nouvelles attributions, de l'armer, de préparer, peut-être sans se rendre compte de ce qu'ils faisaient, l'ignominieuse période qui devait atteindre son apogée avec Négrin et se terminer par la honteuse déroute.

Une des premières mesures du Gouvernement de la victoire fut de créer « les milices de l'arrière », sorte de police qu'il prit dans le peuple armé et qu'il rétribua avec ces mêmes dix pesetas que concédait le gouvernement précédent. Le grâcieux don des deux petits douros commençait à se traduire en surprenants résultats. Plus tard, il en donnerait encore de plus grands, car « l'Armée Populaire », soit le peuple encadré déjà par une discipline de fer, sortit aussi de la fameuse manœuvre des dix pesetas, par le même procédé qui avait si bien réussi pour les milices de l'arrière.

Le gouvernement constitué, les politiciens avaient atteint leurs premiers objectifs, et ayant réduit les anarchistes au silence, par le TABOU de la guerre, qu'on pouvait perdre si la concorde et l'unité ne régnaient pas dans notre zone, Moscou développa son opération. Les conditions nécessaires, pour que l'entreprise d'Espagne intéresse Staline, étaient déjà réalisées.

Krivitzki, ex-chef de l'espionnage soviétique de l'Occident, a fait des révélations retentissantes sur cette époque, du point de vue extérieur :

« En même temps que Staline ordonnait les premiers envois d'armes pour l'Espagne — écrit Krivitzki — il appelait à son bureau Yagoda, alors chef de la G.P.U., et lui donnait des instructions pour organiser, en Espagne, un service de police secrète ».

Il est épouvantable de penser, aujourd'hui, que ces détails sont connus, qu'avec la complicité tacite de Largo Caballero et la criminelle participation des communistes espagnols, l'Espagne dut subir une intervention policière étrangère en échange d'armements qu'elle payait de son or et de son sang. L'impressionnant document de Krivitzki, que les anarchistes devraient éditer en brochure et répandre dans le monde, démontra d'une façon décisive que Staline, par sa police secrète, voulait faire de l'Espagne une colonie du Kremlin et une officine politique du Komintern. Premièrement, il exigea l'or, ensuite, la soumission. Entre ces deux escroqueries, c'est-à-dire à partir d'octobre, le peuple qui avait vaincu dans les semaines révolutionnaires, dut manœuvrer.

La méthode classique, que suivit le sarcastique Gouvernement de la victoire pour réduire, chaque jour, l'influence des anarchistes et les soumettre aux forces de l'Etat, fut de leur refuser systématiquement tout ce qui était nécessaire pour la conduite de la guerre et qui pouvait servir la révolution. Fréquemment, après avoir remis au contrôle de l'Etat les moyens les plus importants : — gazoline, autos, armes, munitions, vivres — les anarchistes devaient passer par les services de l'Etat pour les obtenir et, chaque fois, ils sortaient les mains vides ou presque vides. S'ils se plaignaient du nœud gordien qui étouffait leurs demandes ou de l'insuffisance des fournitures, on leur répondait sournoisement, par des insinuations de ce goût :

— Comme vous ne faites pas partie du gouvernement... Si vous faisiez partie du gouvernement...

Durruti, lui-même, fut victime de la même aventure, un jour qu'il était descendu du front d'Aragon chercher des munitions. La première fois que cela arriva, Durruti descendit au Ministère de la Guerre et demanda à voir Largo Caballero. L'huissier alla l'annoncer et, dûment stylé, revint avec cette réponse :

— Veuillez attendre car M. Largo Caballero est occupé.

— Allez dire à M. Largo Caballero — répondit énergiquement Durruti — que moi, Durruti, je ne suis venu du front d'Aragon pour faire antichambre à Madrid, qu'il me reçoive tout de suite ou je décline toute responsabilité sur lui.

Ayant que l'huissier ait pu s'éloigner pour transmettre la communication, Largo Caballero sortit, aimable, des papiers en mains et les lunettes remontées sur le front :

— Venez, mon cher Durruti, venez. Ces gens ne savent jamais faire les commissions.

Malgré son attitude énergique, Durruti sortit de l'entrevue n'emportant que l'unique « promesse » qu'on lui enverrait prochainement des armes au front.

Cette habile tactique servait aussi à une autre fin : prolonger la guerre. Pour Staline, faire durer la guerre, était un point essentiel de son programme, parce qu'une rapide victoire sur les fascistes ruinerait ses calculs, en ne leur donnant pas le temps de les développer. Une autre puissance manœuvrait aussi dans l'ombre par l'intermédiaire d'Indalecio Prieto, son agent. Sa politique de faire durer la guerre coïncidait avec celle de Staline, quoique pour des raisons différentes. Pour cette puissance qui commanditait Prieto, la guerre longue, sanglante, dévoratrice, était le plus sûr moyen de mettre fin, pour de nombreuses années, aux velléités révolutionnaires des Espagnols, dont l'esprit de révolte était suprêmement dangereux pour la stabilité du Continent. L'expérience diplomatique d'Alomar avait prévu plus lucidement que mon enthousiasme. La griffe tentaculaire de l'extérieur prenait la pièce de l'échiquier espagnol et commençait à la déplacer, pour ses fins, sur le jeu d'échecs.

Mais, et les anarchistes ?

PAGE D'HISTOIRE

Nous sommes en 1814. C'est l'invasion. Les hordes teutonnes et cosaques se ruent vers Paris. Napoléon pourrait contre elle le dernier plan de campagne capable encore de nous donner le salut. Le sol français dévorera l'ennemi pris entre la capitale et notre armée; le grand point est que Paris résiste. Vingt-cinq mille faubouriens descendent sur l'Hôtel-de-Ville au chant de la Marseillaise, le bonnet rouge de 93 sur leur drapeau. Le peuple n'a rien oublié. Animé du même souffle de patriotisme qui sauvait alors le pays, ils soutiendront cette résistance qui doit encore le délivrer ; ils demandent qu'on les arme. Mais les temps sont changés ; ce n'est plus la grande âme de Danton qui inspire maintenant la défense. L'Empereur est consulté: « On ne doit pas, a-t-il répondu, donner des armes aux ouvriers à qui on ne pourrait plus les retirer. ». Cependant, les repus qui ont le commandement de la grande ville se hâtent de la rendre à l'ennemi. La France est aux mains des Cosaques. Si les vingt-cinq mille patriotes avaient eu des fusils, la chose se serait-elle faite aussi aisément ? Mais on craignait moins l'étranger que la Révolution. »

Emile Leverdays.

Pensée et Action

Denis de Rougement écrit que « ce qui nous manque absolument, c'est un grand principe d'unité entre notre pensée et nos actions ». Et il ajoute : « Dès que la pensée se sépare de l'action, les hommes se trouvent séparés les uns des autres ».

Ce sont là deux affirmations dont la première n'est certes pas nouvelle, alors que la seconde nous la rencontrons pour la première fois et témoigne d'un remarquable sens d'observation.

En effet, prenons le mouvement ouvrier. Les associations à gros effectifs ne manquent pas, mais d'où vient précisément leur impuissance, sinon du fait d'un divorce absolu entre pensée et action ? La pensée très haute d'émancipation intégrale s'y traduit par une action visant des avantages minimes. Les associés qu'une grande action en rapport avec la pensée ferait accourir — et nous savons par expérience que les assemblées les plus fréquentées sont celles à la suite d'événements considérables — ces associés se font rares aux séances administratives ordinaires. Il s'ensuit un désintéressement pour le syndicat, dont on reste membre, mais on en est en somme séparé, puisqu'on ne contribue plus à en faire quelque chose d'actif, et sans action que pourrait bien signifier l'union ? S'unir dans l'immobilité n'a guère de sens.

Maeterlinck avait dit poétiquement : « Agir, ce n'est plus penser avec le cerveau seul, c'est faire penser tout l'être. Agir, c'est fermer dans le rêve, pour les ouvrir dans la réalité, les sources les plus profondes de la pensée ». Autrement dit, la pensée se développe par l'action et s'étiole par l'inaction. Et c'est précisément là le motif pour lequel nous nous sommes montrés hostiles à l'élection de permanents chargés de s'acquitter de toute la besogne syndicale. Intéresser et initier le plus grand nombre possible des syndiqués aux tâches du syndicat, voilà le principe que nous avons toujours posé.

Un autre de nos principes a été celui d'action directe, plus ou moins faussement interprété. Il ne s'agissait pas tant de se colleter avec la police et de pourchasser les kroumirs, action qui peut aussi s'imposer en certaines occasions ; mais que dans chaque atelier, chantier ou usine, le personnel sache faire preuve d'une solidarité effective, sans attendre l'intervention d'un comité ou d'un secrétaire local ou central. Avoir la conscience de son droit et ne pas hésiter à agir en conformité directement, sans le recours systématique à un intermédiaire ; appliquer le plus souvent possible soi-même et sans autre les réformes et mesures jugées nécessaires — voilà donc ce que nous entendons par action directe reflétant une pensée d'incessants affranchissements.

Il nous a été objecté que l'action n'est pas la sœur du rêve ; mais il faut vouloir qu'elle le devienne, sous peine de n'établir qu'une union formelle cachant une séparation réelle. Notre langage peut paraître abstrait ; mais que peut-il bien y avoir en dehors de l'action, sinon abstraction de la pensée ?

Le pacifisme des révolutionnaires qui n'a trouvé d'autre conclusion que celle de proclamer ; mieux l'occupation étrangère que la guerre, oublie entr'autres qu'il ne s'agit pas seulement aujourd'hui de la domination étrangère ordinaire, cause en tout cas de retard dans les développements révolutionnaires. C'est trahir ses propres convictions subversives que d'accepter le joug étranger aussi bien que d'adhérer à la guerre en écartant ses propres principes, pour ne voir qu'une cible, la plus importante aujourd'hui, mais qui n'en laisse pas moins subsister toutes les autres.

La guerre des Etats démocratiques contre les Etats totalitaires pour une raison de vie ou de mort n'est certes pas notre guerre ; mais la victoire de ces Etats totalitaires ne ferait qu'aggraver notre situation, rendre plus dure l'oppression des peuples et limiter encore les possibilités de propagande et d'action.

La tragédie spirituelle de nous, les militants, plus qu'en nous-mêmes ou dans une crise de conscience, est dans la complexité des événements qui nous entraînent, nous obligent à nous contredire quelle que soit l'attitude à laquelle nous nous décidons individuellement.

Mais ce à quoi nous devons surtout tenir, en nous rachetant de notre impuissance actuelle, c'est de ne pas nous laisser emporter, spirituellement aussi, par les événements. Quelle que soit l'attitude que chacun trouvera logique ou sera forcé d'avoir, la volonté doit demeurer en nous ferme, vigilante et active de continuer la lutte pour la justice sociale, dans la liberté et pour la liberté, afin de parvenir à débarrasser le monde de tous les tyrans et exploiteurs. Ce n'est qu'après que nous aurons la paix, la paix des peuples.

G. Damiani.